

mée dans les discours prononcés mercredi par sir Wilfrid Laurier et M. Borden lors de la présentation à la Chambre des communes du Canada du projet de loi tendant à la création d'une marine canadienne. Nous avons toujours été d'avis qu'il ne fallait pas presser les colonies de contribuer au maintien de la marine britannique; qu'un empire comme celui-ci, pour avoir une réelle puissance, ne saurait se maintenir par une pression exercée du centre à la circonférence; mais qu'il doit exister et fleurir par un désir spontané de la part de toutes les parties qui le composent de garder avec la mère patrie des relations fixes, leur faisant accepter les obligations que la chose comporte.

Plus loin, un autre passage du même article:

Au mois d'avril dernier, la nouvelle nous est venue que Victoria et la Nouvelle-Galles du Sud allaient s'entendre pour offrir un Dreadnought; mais, après réflexion, les colonies ont décidé de ne rien détourner de l'argent qu'elles destinent à la réalisation d'une politique qui est à l'étude depuis plusieurs années, celle d'avoir une marine australienne. Il avait paru que le Canada allait de même favoriser l'établissement d'une marine locale; mais rien encore de défini n'était connu lorsque le mercredi sir Wilfrid Laurier a fait un exposé de sa politique à cet égard. Il faudrait être vraiment ingrat et peu porté au sentiment pour lire sans orgueil et sans une intense appréciation les discours auxquels ce projet a donné lieu. Impossible de n'être pas convaincu que, quels que soient les événements ultérieurs, un mouvement vient de se produire qui ne peut manquer de s'accroître de plus en plus... Il est bien impossible maintenant à la Grande-Bretagne de revenir au plan adopté en 1906 par le comité de défense impériale. Ce comité avait alors désapprouvé la proposition faite par l'Australie de maintenir une marine locale. Cette désapprobation venait de l'amirauté, dont l'avis était que, pour être efficace, une marine devait être une et indivisible; que de petites marines locales, indépendantes de leur nature, ne pourraient pas aisément se fondre dans la marine royale dans les cas d'urgence, et que la meilleure aide que les colonies pussent donner à la mère patrie était sous forme de contributions régulières en argent. Cette proposition, le Canada et l'Australie l'on plus ou moins rejetée; et, tout en reconnaissant que l'amirauté puisse avoir raison en théorie nous pensons qu'en somme, ça été une sage décision qu'ont prise le Canada et l'Australie. Il y a deux principales objections à la politique des contributions navales. La première est que le contribuable anglais serait tenté de les considérer comme destinées à soulager sa propre bourse.

Voilà une déclaration que mon honorable ami d'Yale-et-Caribou saura apprécier.

Il oublierait peut-être que la coopération des colonies a pour objet de doubler notre sécurité. L'autre objection est que les propres habitants de nos colonies seraient aptes à prendre infiniment moins d'intérêt à la défense impériale s'ils avaient simplement à

M. RALPH SMITH.

donner de l'argent dont l'emploi en Angleterre passerait inaperçu pour eux, au lieu d'avoir une marine personnelle, prenant forme sous leurs yeux, conduite par leurs propres gens, et peut-être même construite sur leurs propres chantiers.

Je considère cette opinion comme la plus saine, la plus intelligente et la plus libre qui ait été donnée par aucun journal de la Grande-Bretagne, depuis que cette question est à l'étude. Pour ce qui est de l'état d'excitation que l'on cherche à créer, et aussi pour répondre à ceux qui veulent une contribution en Dreadnought à être fournie à l'occasion, voici ce que je trouve dans un autre journal anglais:

Que faut-il entendre par urgence? Ce n'est ni plus ni moins que les déclamations échevelées, à dix sous le mot, d'un agitateur socialiste, s'appuyant sur le prestige du plus grand acrobate et saltimbanque journalistique qu'il y ait au monde—le principal agent de presse du parti unioniste—lord Northcliffe.

Ces deux dangereux démagogues ont fait sonner avec tant de vigueur et de persistance les cordes de leur harpe de guerre, ils ont, pour des fins politiques, si mesquinement représenté la puissance navale de l'Angleterre et tellement exagéré celle de l'Allemagne, que la moitié du pays croit l'Angleterre en danger et que les Canadiens excitables ont commencé de réclamer à grands cris un garde-corps. Ce garde-corps va prendre la forme d'une "contribution pour cas d'urgence".

Voici, ce que M. McKenna, premier lord de l'amirauté, déclare en réponse aux délirantes affirmations de Blatchford. L'Angleterre possède en ce moment sept Dreadnought commissionnés; l'Allemagne, deux. Quand l'Allemagne en aura quatre, l'Angleterre en aura dix; quand l'Allemagne en aura cinq, l'Angleterre en aura douze. Lorsque, dans deux ans, l'Allemagne en aura treize, l'Angleterre en aura vingt. Et il termine en disant: "Je n'ai pas parlé des vaisseaux de type plus récent que les Dreadnought. Nous avons sous ce rapport une supériorité écrasante. De fait, l'épouventail naval n'a pas le moindre fondement.

J'ai aussi une déclaration de M. John Burns, ministre responsable, et dont l'autorité devra paraître à l'honorable député d'Yale-et-Caribou plus grande que celle de Robert Blatchford. Les honorables députés d'Yale-et-Caribou et de Kootenay se sont l'un et l'autre efforcés de démontrer à la Chambre l'existence d'un danger pour la mère patrie, un cas d'urgence, en s'appuyant sur les déclarations de Robert Blatchford, cet agitateur payé des politiciens tories, cet homme qui, depuis des années, met sa plume à la solde de qui veut bien l'employer, soit d'un côté soit de l'autre. L'honorable député qui parle de Robert Blatchford comme d'un sujet britannique et qui le cite en preuve de l'existence d'une crise en Angleterre n'a sans doute pas foi au